



Renforcement du FMI et de la Banque mondiale : lourde menace pour les peuples du Sud et du Nord

Par [Renaud Vivien](#) et [Damien Millet](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2009

[CADTM](#) 18 octobre 2009

C'est dans un climat de répression que se sont achevées à Istanbul les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale. Pour la deuxième journée consécutive, les 10 000 policiers turcs mobilisés pour l'occasion n'ont pas hésité à utiliser canons à eau, gaz lacrymogène et véhicules blindés pour disperser les manifestants. Le même scénario s'était produit fin septembre lors du sommet du G20 à Pittsburgh où les manifestations contre cet « ersatz » de G8 avaient également été réprimées par les forces de police. Le FMI et la Banque mondiale ont tenu ces réunions controversées quelques jours après la décision du G20 de modifier les droits de vote au sein des deux institutions : 5% des quotes-parts au FMI et 3% des droits de vote à la Banque mondiale doivent ainsi être transférés vers « les pays émergents et en développement dynamiques » d'ici janvier 2011. Leur système actuel était de plus en plus contesté, tant par les pays du Sud que pas les mouvements sociaux : il repose sur la règle « 1 dollar égale une voix », contrairement à l'Assemblée générale de l'ONU où chaque pays possède une seule voix.

Pour le directeur général du FMI, le socialiste français Dominique Strauss-Kahn, il s'agit là « de décisions historiques ». Mais pour le CADTM, c'est une sinistre farce. En effet, ce transfert ne change rien aux rapports de force au sein des deux institutions. A titre d'exemple, la Chine, qui en sera un des principaux bénéficiaires, détient environ 3% des droits de vote aujourd'hui, très loin derrière les Etats-Unis qui possèdent à eux seuls plus de 16%, leur garantissant de facto un droit de veto sur toutes les grandes décisions. Le groupe emmené par le Rwanda, qui regroupe 24 pays d'Afrique noire et représente 225 millions d'individus, possède quant à lui 1,39 % des droits de vote ! Nul besoin d'être mathématicien pour comprendre que ces réformettes annoncées à grand renfort médiatique ne transformeront pas la Banque mondiale et le FMI en organisations démocratiques. D'ailleurs le seront-elles un jour vu que le système actuel ne peut être modifié sans l'accord des Etats-Unis ? Autre fait aggravant : depuis 1944, le président de la Banque mondiale a toujours été un citoyen des Etats-Unis tandis que le directeur du FMI est toujours un ressortissant européen en vertu d'une règle tacite. Ce partage des pouvoirs combiné à cette répartition des droits de vote profondément anti-démocratique prouvent bien que le FMI et la Banque mondiale constituent des instruments aux mains des puissances occidentales pour imposer au reste du monde des politiques servant leurs intérêts propres.

Après avoir traversé une grave crise de légitimité, la Banque mondiale et le FMI ont retrouvé un second souffle du fait de la crise mondiale. Entre 2004 et 2008, la hausse importante du prix des matières premières a augmenté les réserves de change de certains pays en développement, qui en ont alors profité pour rembourser de manière anticipée leurs dettes envers ces créanciers, afin de se débarrasser de leur tutelle encombrante. Mais à partir de

la fin 2008, l'aggravation de la crise mondiale a radicalement modifié la situation. La liste des pays durement frappés par la crise s'est allongée et le G20 a remis FMI et Banque mondiale au cœur du jeu mondial. C'est ainsi que sous la pression du FMI, la Roumanie a dû appliquer des politiques anti-sociales comme la réduction brutale de 15 % des revenus des fonctionnaires, en contrepartie de liquidités pour surmonter la crise à court terme. Depuis 2008, une quinzaine de pays ont connu le même sort. La Banque mondiale a, quant à elle, tiré profit de la crise écologique en créant plusieurs fonds d'investissement climatiques tout en continuant à financer des projets de déforestation et d'industries extractives. Durant l'année 2008, les fonds alloués aux énergies propres ont d'ailleurs été 5 fois inférieurs à ceux destinés aux énergies non-renouvelables dont le montant a augmenté de plus de 165% . (1)

Ensuite, le G20, autoproclamé « instance de régulation mondiale », a joué un rôle décisif dans la tentative de relégitimation du FMI en triplant ses moyens financiers lors du sommet de Londres en avril dernier et en élargissant ses missions à l'issue du sommet de Pittsburgh. Le FMI est ainsi placé au cœur de la surveillance de l'économie mondiale « pour promouvoir la stabilité financière internationale et rééquilibrer la croissance ». A Istanbul, il a été convenu de « réexaminer le mandat du FMI pour qu'il englobe l'ensemble des politiques macroéconomiques et liées au secteur financier qui influent sur la stabilité de l'économie mondiale » (2). Il devra ainsi « faire des recommandations de politique économique aux pays qui devront prendre des mesures correctives adaptées ». Nul besoin d'être devin pour connaître à l'avance ces recommandations. Le FMI déclarait en juin 2009 sur les politiques mise en œuvre dans la zone euro, que « les mesures prises pour soutenir la réduction de la durée de travail et l'augmentation des avantages sociaux — aussi importantes qu'elles soient pour accroître les revenus et maintenir la main d'œuvre sur le marché du travail — devraient être intrinsèquement réversibles »(3). Le rapport « Doing Business 2010 » de la Banque mondiale est encore plus explicite puisqu'il décourage les pays d'adopter des programmes de protection sociale en qualifiant les gouvernements qui le font de « non-compétitifs »(4). Malgré ses échecs répétés, le Consensus de Washington, sorte de code du néolibéralisme, continue donc à être l'ordonnance prescrite par le FMI et la Banque mondiale aux pays qui sollicitent leur « aide ».

Pourtant, l'échec de ces politiques d'ajustements structurels imposées aux pays du Sud depuis la crise de la dette de 1982 aurait dû être rédhitoire : la pauvreté et les inégalités se sont aggravées tandis que le problème de la dette n'est absolument pas réglé. Pis, une nouvelle crise de l'endettement est en gestation, ce qui augmentera encore la part des budgets nationaux consacrés au remboursement des créanciers. A moins que les gouvernements décident de suspendre le paiement pour satisfaire en priorité les besoins humains fondamentaux et d'entreprendre un audit des dettes pour annuler sans conditions la part illégitime, qui n'a pas profité aux populations. Ce serait là un premier coup d'arrêt aux funestes politiques du FMI et de la Banque mondiale, dont l'abolition et le remplacement par des institutions soucieuses de l'intérêt des populations doivent être des revendications fortes.

[1] <http://www.cadtm.org/Des-degats-ecologiques-importants#nb6>

[2] <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/survey/so/2009/new100609af.pdf>

[3] <http://www.imf.org/external/french/np/ms/2009/060809f.htm>

[4] <http://www.cadtm.org/Doing-Business-2010-La-Banque>

Articles Par : [Renaud Vivien](#)
et [Damien Millet](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca